

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 24343

Numéro SIREN : 889 759 460

Nom ou dénomination : 113 PARTICIPATIONS

Ce dépôt a été enregistré le 25/11/2022 sous le numéro de dépôt 153450

113 Participations

Société par actions simplifiée au capital de
13.573 €Siège social : 24, rue Saint-Antoine
75004 Paris
RCS Paris 889 759 460

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 9 NOVEMBRE 2022

Le soussigné

Studio 112 Invest, représentée par Monsieur Guillaume Thouret, Président de la Société,

Rappelle que par décisions en date du 2 novembre 2022, la collectivité des associés a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 1.930 euros par l'émission de 1.930 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de un (1) euro l'une (les « Actions »), émises au prix de 230,24 euros l'une (prime d'émission incluse), représentant un prix de souscription total de 444.357,35 euros, à libérer intégralement en numéraire, avec renonciation au droit préférentiel de souscription des associés ;

La collectivité des associés a également décidé de conférer au Président tous les pouvoirs nécessaires pour :

- recueillir les souscriptions aux actions nouvelles et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou, le cas échéant, proroger le délai de souscription,
- obtenir tout certificat attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- constater la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ou au contraire son absence de réalisation,
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital décidée conformément aux termes de la présente décision,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- procéder à la modification corrélative des statuts de la Société,
- procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives,
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à l'Augmentation de Capital.

En conséquence de ce qui précède, le Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, a pris les décisions ci-après relatives à :

- la constatation de la renonciation par Monsieur Arnaud APFFEL et Monsieur Thierry

- LOMBARD de leur droit préférentiel de souscription ;
- la constatation de la souscription de 1.930 Actions ;
- la constatation de la libération de l'intégralité du prix de souscription des 1.930 Actions;
- la constatation de la réalisation définitive de l'augmentation corrélative du capital social ;
- la constatation de la modification corrélative des statuts.

PREMIERE DECISION

Constatation de la renonciation par Monsieur Arnaud APFFEL et Monsieur Thierry LOMBARD de leur droit préférentiel de souscription

Le Président constate, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés par la collectivité des associés le 2 novembre 2022, que Monsieur Arnaud APFFEL et Monsieur Thierry LOMBARD ont renoncé irrévocablement et définitivement à leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible et réductible au titre de l'augmentation de capital décidée aux termes des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 2 novembre 2022 au profit de la société BEL AIR INVEST, société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est situé 72, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 803 667 401.

DEUXIEME DECISION

Constatation de la souscription de 1.930 Actions

*Constatation de la libération de l'intégralité du prix de souscription des 1.930 Actions
Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social*

Le Président constate, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés par l'assemblée générale extraordinaire le 2 novembre 2022, que :

- les 1.930 Actions émises et composant l'augmentation de capital décidée au titre de la deuxième décision de l'assemblée générale extraordinaire du 2 novembre 2022 ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles. Les fonds ont été dans les livres de la banque CIC ;
- la souscription a d'ores et déjà été libérée par versement en numéraire sur le compte comme suit :

Bénéficiaires	Nombre d'Actions souscrites	Montant de la souscription
Bel Air Invest	1.930	444.357,35_€
TOTAL	1.930	444.357,35 €

En conséquence, le Président décide de clôturer par anticipation la période de souscription et constatela réalisation définitive de l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 1.930 euros par l'émission de 1.930 actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, émises au prix unitaire de souscription de 230,24 euros soit avec une prime d'émission de 229,24 euros par action, représentant une souscription d'un montant total de 444.357,35 euros, soit une prime d'émission totale de 442.427,35 euros.

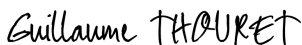
Le capital social est ainsi porté de de 13.573 euros à 15.503 euros, et les modifications corrélatives des statuts décidées par l'assemblée générale le 2 novembre 2022 sont en conséquence définitives

TROISIEME DECISION
Pouvoirs pour formalités

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet de procéder à toutes formalités légales de publicité, de dépôt et autres y afférentes.

**

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

DocuSigned by:

A30E577FCCC8419...

Studio 112 Invest
Représentée par son Président
M Guillaume Thouret

113 PARTICIPATIONS

Société par actions simplifiée au capital de 13.573 euros
Siège social : 24, rue Saint Antoine 75004 Paris
889.759.460 RCS Paris

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 02 NOVEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le deux novembre 2022 à 10 heures,

Les associés de la société 113 Participations, société par actions simplifiée au capital de 13.573 euros dont le siège social est situé 24, rue Saint Antoine, 75004 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 889 759 460 (ci-après désignée indifféremment la « Société » ou « 113 Participation »), se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, (l'« Assemblée générale »), au siège social de la Société, sur convocation du Président,

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé présent au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire,

Studio 112 Invest, représentée par Monsieur Guillaume THOURET préside la séance en sa qualité de Président de la Société,

Madame Elsa Huisman est nommée secrétaire de séance,

La feuille de présence, certifiée exacte par le Président, permet de constater que tous les associés sont présents ou représentés et possèdent la totalité des actions composant le capital de la Société. En conséquence, l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- le texte des projets de décisions ;
- les statuts de la Société ;
- les projets de statuts modifiés de la Société.

ont pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- modification de l'article 8.1 des statuts de la Société ;
- renonciation aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce relatif à l'envoi d'un avis informatif sur les modalités de l'augmentation de capital (l'« **Augmentation de Capital** ») ;
- augmentation de capital d'un montant nominal de 1.930 euros par l'émission de 1.930 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro l'une, émises au prix de 230,24 euros l'une (prime d'émission incluse), représentant un prix de souscription total de 444.357,35 euros, à libérer intégralement en numéraire, avec maintien du droit préférentiel de souscription des associés ;
- modification corrélative de l'article 7 des statuts de la Société ;
- autorisation au Président à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires existantes ou

à émettre, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce (les « AGA »), emportant renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription ; et

- pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE RESOLUTION

Modification de l'article 8.1 des statuts de la Société

Les Associés décident de modifier l'article 8.1 des statuts de la Société comme suit :

Il est ajouté la phrase suivante à l'article 8.1 des statuts à la suite du paragraphe existant :

« La collectivité des associés peut décider l'attribution d'actions gratuites à certaines catégories des membres du personnel salarié de la société jusqu'à un seuil de 15 % du capital social à la date de la décision d'attribution des actions »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés.

DEUXIEME RESOLUTION

Renonciation aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce

Les Associés déclarent avoir une connaissance précise des modalités de l'Augmentation de Capital, et déclarent renoncer expressément aux dispositions de l'article R. 225-120 du Code de commerce relatif à l'envoi d'un avis informatif à chaque associé desdites modalités quatorze (14) jours au moins avant la date de clôture de la souscription à une augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés.

TROISIEME RESOLUTION

Augmentation de capital d'un montant nominal de 1.930 euros par l'émission de 1.930 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro l'une, émises au prix de 230,24 euros l'une (prime d'émission incluse), représentant un prix de souscription total de 444.357,35 euros, à libérer intégralement en numéraire, avec maintien du droit préférentiel de souscription des associés

Les Associés,

constatant que le capital est entièrement libéré,

décident, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 1.930 euros pour le porter de 13.573 euros à 15.503 euros, par l'émission de 1.930 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune, (ci-après l'« **Augmentation de Capital** »),

décident que les actions nouvelles seront émises au prix de 230,24 euros l'une, prime d'émission de 229,24 euros par action nouvelle incluse, correspondant à une souscription d'un montant total de 444.357,35 euros, et devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles,

décident que la prime d'émission, d'un montant total de 442.427,35 euros, sera inscrite à un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel porteront dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés étant précisé que le

Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission,

décident que les actions nouvelles sont créées exclusivement sous la forme nominative, inscrites en compte dans les livres de la Société et négociables à compter de leur souscription dans les conditions fixées par les statuts et sous réserve du respect des stipulations de tout acte extrastatutaire conclu entre les Associés de la Société ;

décident que les actions nouvelles, seront soumises à toutes les stipulations statutaires, seront assimilées aux actions ordinaires existantes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, en ce inclus le droit au dividende mis en distribution à compter de la date de leur émission,

décident que les souscriptions seront reçues au siège social à l'issue des présentes et jusqu'au 12 novembre 2022 inclus, étant précisé que la souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles auront été souscrites dans les conditions prévues dans la présente décision,

décident que, si les souscriptions n'absorbent pas la totalité de l'émission, le Président de la Société pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'Augmentation de Capital ;

décident que les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte « Augmentation de Capital » ouvert au nom de la Société dans les livres de la banque CIC, Code Banque : 30066, Code Agence : 10870, Numéro de compte : 00020290604, Clé RIB : 28, BIC : CMCIFRPP, IBAN :FR76 3006 6108 7000 0202 9060 428

donnent tous pouvoirs au Président pour :

- recueillir les souscriptions aux actions nouvelles et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou, le cas échéant, proroger le délai de souscription,
- constater toute libération par compensation de créances,
- limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies si celles-ci atteignent au moins les trois-quarts de l'Augmentation de Capital,
- obtenir tout certificat attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- constater la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ou au contraire son absence de réalisation,
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital décidée conformément aux termes de la présente décision,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- procéder à la modification corrélative des statuts de la Société,
- procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives,
- imputer les frais de l'augmentation de capital sur la prime d'émission,
- prendre en temps utile toutes mesures d'information qui seraient nécessaires,
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à l'Augmentation de Capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés.

QUATRIEME RESOLUTION

Modification corrélative de l'article 7 des statuts de la Société

Les Associés, sous réserve de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital objet de la troisième décision ci-dessus, décident de modifier l'article 7 des statuts de la Société comme suit :

Il est ajouté l'alinéa suivant à l'article 6 des statuts à la suite du paragraphe existant :

L'article 7 devient ainsi rédigé :

« Article 7 – **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 15.503 euros correspondant à 15.503 actions de 1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés.

CINQUIEME resolution

Autorisation au Président à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires existantes ou à émettre, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce (les « AGA »), emportant renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription

Les Associés, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, connaissance prise (i) du rapport du Président, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

autorisent le Président à procéder, en une ou plusieurs, fois, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre par la Société, au profit des membres du personnel salarié de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du Code de commerce, ainsi qu'au profit des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique visés à l'article L. 225-197-2 I. 1° du code de commerce,

décident de fixer à 2.325 actions, d'une valeur nominale unitaire de 1 euro, le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement par le président en vertu de la présente autorisation, étant précisé que le nombre total d'actions attribuées gratuitement par le président ne pourra jamais dépasser la limite globale de 15 % du capital existant de la Société à la date de décision de leur attribution,

décident que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le Président, au terme d'une durée d'au moins 1 an (la « Période d'Acquisition ») et que les bénéficiaires de ces actions devront, le cas échéant, les conserver pendant une durée fixée par le Président (la « Période de Conservation ») qui, cumulée avec celle de la Période d'Acquisition, ne pourra être inférieure à deux (2) ans,

décident, par dérogation à ce qui précède, que les actions seront définitivement attribuées avant le terme de la Période d'Acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale,

décident que les actions attribuées seront librement cessibles en cas de demande d'attribution formulée par les héritiers d'un bénéficiaire décédé ou en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant à leur classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale, décident que les durées de la Période d'Acquisition et de la Période de Conservation seront fixées par le Président dans les limites susvisées,

prennent acte que la présente autorisation emporte, en tant que de besoin, renonciation des actionnaires en faveur des attributaires d'actions gratuites, à la quote-part des réserves, bénéfiques ou primes qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles à l'issue de la Période d'Acquisition, pour la réalisation de laquelle tous pouvoirs sont délégués au Président,

confèrent au Président, tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente autorisation et à l'effet notamment de :

- constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer ;
- arrêter la liste des bénéficiaires d'actions et le nombre d'actions allouées à chacun d'eux ;
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution de ces actions ;
- décider, le moment venu, la ou les augmentations de capital corrélative(s) à l'émission des éventuelles actions nouvelles attribuées gratuitement ;
- procéder aux acquisitions d'actions le cas échéant nécessaires à la remise des éventuelles actions existantes attribuées gratuitement ;
- prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires, et généralement ;
- décider des conditions dans lesquelles le nombre d'actions attribuées gratuitement sera ajusté en cas d'opérations sur le capital de la Société, afin de préserver les droits des bénéficiaires ;
- plus généralement, prendre toute mesure nécessaire et effectuer toute formalité utile à la mise en œuvre de la présente autorisation,

décident que la présente autorisation est consentie pour une période de dix-huit (18) mois à compter de ce jour, et prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés

SIXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

Les Associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie ou d'un extrait du présent acte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des Associés.

* *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent acte qui, après lecture, a été signé par le Président, le secrétaire et un associé et sera report à sa date dans le registre des délibérations des associés de la Société.

Guillaume Thouret

Arnaud APFFEL

Studio 112 Invest
Représentée par M. Guillaume THOURET

Un Associé
Arnaud APFFEL

Elsa Huisman

La Secrétaire de séance
Mme Elsa Huisman

TITRE	PV AGE
NOM DU FICHER	113- PV AGE 2022.11.02.pdf and 1 other
IDENTIFIANT DU DOCUMENT	a138f5919f21a4daf3488067fd55d8611f82ca43
FORMAT DE DATE DU DOCUMENT	DD / MM / YYYY
STATUT	● Signé

Historique du document



02 / 11 / 2022
10:05:53 UTC

Envoyé pour signature à Guillaume Thouret (gthouret@studio112.paris), Arnaud Apffel (arnaud.apffel@perennium.com) and Elsa Huisman (ehuisman@111avocats.com) depuis contact@studio112.paris
IP: 176.149.92.171



CONSULTÉ

02 / 11 / 2022
10:23:01 UTC

Consulté par Guillaume Thouret (gthouret@studio112.paris)
IP: 176.149.92.171



SIGNÉ

02 / 11 / 2022
10:23:31 UTC

Signé par Guillaume Thouret (gthouret@studio112.paris)
IP: 176.149.92.171



CONSULTÉ

03 / 11 / 2022
06:26:08 UTC

Consulté par Arnaud Apffel (arnaud.apffel@perennium.com)
IP: 92.107.197.110






SIGNÉ

03 / 11 / 2022
06:27:07 UTC

Signé par Arnaud Apffel (arnaud.apffel@perennium.com)
IP: 92.107.197.110

TITRE	PV AGE
NOM DU FICHIER	113- PV AGE 2022.11.02.pdf and 1 other
IDENTIFIANT DU DOCUMENT	a138f5919f21a4daf3488067fd55d8611f82ca43
FORMAT DE DATE DU DOCUMENT	DD / MM / YYYY
STATUT	● Signé

Historique du document

 CONSULTÉ	03 / 11 / 2022 16:38:09 UTC	Consulté par Elsa Huisman (ehuisman@111avocats.com) IP: 92.154.23.207
 SIGNÉ	03 / 11 / 2022 16:38:22 UTC	Signé par Elsa Huisman (ehuisman@111avocats.com) IP: 92.154.23.207
 TERMINÉ	03 / 11 / 2022 16:38:22 UTC	Le document a été terminé.

113 PARTICIPATIONS
Société par actions simplifiée
Au capital de 15.503 €
Siège social : 24, rue Saint-Antoine – 75004 PARIS
RCS Paris 889 759 460

STATUTS MIS A JOUR AU 02 NOVEMBRE 2022

DocuSigned by:

Guillaume THOURET

A30E577FCCC8419...

Certifiés Conformes

STATUTS

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 : FORME

La société (ci-après, la « Société ») est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et par les présents statuts.

La Société comporte indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ». L'associé unique exercera tous les pouvoirs dévolus aux associés, le terme « collectivité des associés » désignant indifféremment l'associé unique ou l'ensemble des associés.

Dans tous les cas non visés par les présents statuts, il sera fait application des dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés anonymes dans la mesure de leur compatibilité avec les dispositions particulières applicables à la Société.

La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne,

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

- La prise de participations financières ou d'intérêts dans tous groupements, sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières et immobilières, françaises ou étrangères, créées ou à créer et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres, de fusion ou de groupe, et, plus particulièrement, dans toutes entreprises exerçant une activité de conseils en investissements, mais également dans les domaines des loisirs, des spectacles et de la production cinématographique et audiovisuelle ;
- Toutes prestations de services, conseils en investissements, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres ;
- La gestion de ses participations financières et de tous intérêts dans toutes sociétés, la direction, la gestion, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations ;
- Toutes prestations de services ou de conseils dans les domaines commerciaux, administratifs, comptables, informatiques au profit de ses filiales et participations ou au profit de tiers ;
- L'exploitation, conception, fabrication et négoce sous toutes ses formes ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous immeubles, établissements, fonds de commerce, permettant la réalisation des activités spécifiées ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités susvisées ;

La Société pourra faire toutes ces opérations, soit seule, soit en association, sous quelque forme que ce soit, soit en participation, et ce, soit en son nom personnel, soit comme commissionnaire, soit comme mandataire ou en toute autre qualité, et elle pourra produire ou exploiter, soit par elle-même, soit par cession, location ou régie, soit de tout autre manière, sans aucune exception ni réserve, tant en France qu'à l'Etranger.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Ces activités s'inscrivent dans les limites de la dérogation prévue à l'article 111 alinéa 4 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 permettant la commercialisation, à titre accessoire, de biens ou de services connexes à l'exercice de la profession d'avocat et destinés à des clients ou à d'autres membres de la profession.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

113 PARTICIPATIONS

Tous actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée à associé unique » ou des initiales « S.A.S.U », et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 24, rue Saint-Antoine – 75004 PARIS

Sous réserve de ratification par l'associé unique ou la collectivité des associés, le transfert du siège social en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe peut être décidé par le Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE 2 : APPORTS CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 : APPORTS

La société STUDIO 112 INVEST apporte à la Société en numéraire une somme de dix mille euros (10.000 €), correspondant à dix mille (10.000) actions de 1 € de nominal chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme totale de dix mille euros (10.000 €) a été régulièrement déposée à la banque sur un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Elle sera retirée par le Président sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Au terme d'une Assemblée Générale en date du 26 novembre 2020, et d'une décision du Président en date du 08 décembre 2020, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 3.573 euros pour porter celui-ci de 10.000 euros à 13.573 euros par émission de 3.573 actions nouvelles.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 15.503 euros correspondant à 15.503 actions de 1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'associé unique ou la collectivité des associés est seul compétent pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation de capital, dans les conditions et délais prévus par la loi.

Les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si la collectivité des associés le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

La collectivité des associés peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, dans les conditions légales.

La collectivité des associés peut décider l'attribution d'actions gratuites à certaines catégories des membres du personnel salarié de la société jusqu'à un seuil de 15% du capital social à la date de la décision d'attribution des actions.

8.2. La réduction du capital est décidée par l'associé unique ou la collectivité des associés. En cas de pluralité d'associés, la réduction de capital ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une réduction de capital, dans les conditions et délais prévus par la loi.

8.3. Les décisions relatives aux modifications du capital social sont prises par la collectivité des associés, à la majorité requise pour l'adoption des décisions visées à l'article 19.1.2. des statuts.

TITRE 3 : ACTIONS

ARTICLE 9 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété résulte de l'inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1 Droits et obligations générales

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part déterminée par les présents statuts.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les délibérations, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les statuts.

L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

10.2 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

10.3 Droits dans les bénéfices et sur l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours comme en cas de liquidation.

ARTICLE 11 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE ET USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises en cas de pluralité d'associés sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour l'adoption des décisions relatives à l'affectation du résultat de l'exercice et au nu-proprétaire pour l'ensemble des autres décisions collectives.

ARTICLE 12 : TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements de titres".

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les vingt (20) jours qui suivent celle-ci.

TITRE 4 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 : PRESIDENT

13.1 Nomination

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Le Président peut être choisi en dehors des associés.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants ou le représentant de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président personne morale est représenté par son représentant légal, lequel peut désigner un représentant permanent auprès de la Société.

En cas de changement de son représentant, elle doit le notifier immédiatement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société. Le changement de représentant ne prend effet à l'égard de la Société qu'à compter de cette notification,

Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés à la majorité retenue pour l'adoption des décisions visées à l'article 19.12. des statuts.

Le Président peut, à toute époque, démissionner de ses fonctions, il peut, de même, être révoqué à tout moment et ce qu'elle qu'en soit la cause par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant les trois quarts des actions. La révocation des fonctions du Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

La durée des fonctions du Président est fixée par l'associé unique ou par décision collective des associés à la majorité des voix.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une période supérieure à un mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par la collectivité des associés. Le Président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

13.2 Pouvoirs

Le Président dirige et représente la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des attributions exercées collectivement par les associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L.2323-66 du Code du travail.

13.3 Rémunération

En contrepartie de l'exercice de ses fonctions, le Président pourra percevoir une rémunération. Il aura droit au remboursement de ses frais professionnels sur présentation de justificatifs.

La rémunération du Président pourra être fixée par l'associé unique ou par décision collective des associés et pourra être revue chaque année par l'associé unique ou par la collectivité des associés délibérant à la majorité requise pour l'adoption des décisions visées à l'article 19.1.2. des statuts.

ARTICLE 14 : DIRECTEUR GENERAL

Le Président peut se faire assister par une ou plusieurs personnes dénommées « Directeur Général », personnes physiques ou morales, associées ou non.

Le Directeur Général dirige et représente la Société à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général est proposé par le Président et doit être nommé dans les mêmes conditions que le Président. Une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés fixe l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur Général.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif ne soit nécessaire, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

La rémunération du Directeur Général est fixée par l'associé unique ou la collectivité des associés.

TITRE 5 : CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES A UX COMPTES

ARTICLE 15 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

15.1 En l'absence de Commissaires aux comptes

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les conventions intervenues entre le Président ou les dirigeants et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé non dirigeant et sont mentionnées sur le registre des décisions.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, le Président présente aux associés un rapport sur toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année collectivement sur ce rapport à la majorité des voix des associés au moment de l'approbation des comptes.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

15.2 En présence de Commissaires aux comptes

Lorsqu'il existe un Commissaire aux comptes, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

15.3 A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants ou à tout associé autre qu'une personne morale de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements avec les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées,

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société,

ARTICLE 16 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Les Commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi,

.Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices,

TITRE 6 : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 17 : COMPETENCE DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique / ou les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- modification de l'objet social,
- nomination des Commissaires aux comptes,
- nomination du Président, du ou des directeurs généraux
- fixation de la rémunération du Président, du ou des directeurs généraux,
- révocation du Président, du ou des directeurs généraux,
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices,
- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- adoption ou modifications des clauses statutaires relatives au droit de préemption, à l'agrément des cessions d'actions, à l'inaliénabilité des actions, l'exclusion d'un associé et la suspension des droits non pécuniaires d'un associé,
- distribution de dividendes, _ transformation de la Société,
- cession de la Société,
- dissolution de la Société, _ agrément des cessions d'actions,
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- toute décision ayant pour objet d'augmenter les engagements des associés.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés.

ARTICLE 18 : COMPETENCE DU PRESIDENT

Toute décision n'étant pas réservée par les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés, relève de la compétence du Président.

ARTICLE 19 : MODES DE DELIBERATIONS - QUORUM - MAJORITE EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES

19.1 Quorum – Majorité

19.1.1 Opérations requérant l'unanimité des associés

Les décisions collectives suivantes ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés disposant le droit de vote :

- Dissolution de la Société,
- Distribution de dividendes,
- Conduite d'activités en dehors de l'objet social de la Société et toute autre modification de l'activité de la Société,
- Changement de dénomination sociale
- Toute décisions ayant pour objet d'augmenter les engagements des associés.

Par exception aux dispositions qui précèdent et conformément aux dérogations prévues aux articles 1836 al. 1 et 1844-6 al.I du Code Civil et aux articles L. 237-18 et L.237-27 du Code de

Commerce, les autres modifications statutaires ainsi que la prorogation de la durée de la Société, la nomination du liquidateur après dissolution de la Société et l'approbation des comptes annuels en cas de liquidation seront adoptées à la majorité représentant plus de la moitié du capital.

19.1.2 Autres décisions

Les autres décisions collectives sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si la décision est prise en assemblée générale, et à l'unanimité si elle est prise par acte sous seing privé.

19.2 Règles de délibérations

Les décisions sont prises à l'initiative du Président ou en cas de carence, par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Ces décisions sont prises en assemblée, par télé ou vidéo conférence, par consultation écrite, ou par acte sous seing privé ou notarié.

19.2.1. Délibérations prises en assemblée

Lorsque le Président décide de réunir les associés en assemblée, il devra les convoquer par tout moyen huit (8) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés. Le Commissaire aux comptes est également convoqué huit (8) jours au moins avant la date fixée pour la réunion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La réunion aura lieu au choix du Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué par celui-ci. L'assemblée sera présidée par le Président ou toute personne choisie parmi les associés présents ou représentés. Les associés peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par email, télécopieur ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

19.2.2. Téléconférence ou vidéoconférence

Les délibérations des associés peuvent être prises par voie de téléconférence ou de vidéoconférence. Dans ce cas, le Président, dans les meilleurs délais, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance comportant :

- l'identité des associés votants, et le cas échéant des associés qu'ils représentent (ou des associés représentés et l'identité des représentants),
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non-votants),
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

En cas de vote par mandataire, une preuve du mandat est envoyée au Président le jour de la délibération, par télécopie ou tout autre moyen.

Le Président adresse le procès-verbal par télécopie ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votants en retournent une copie au Président, par télécopie ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

19.2.3. Délibérations prises par acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent valablement résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés. Si le Président n'est pas associé, cet acte devra lui être communiqué dans les meilleurs délais.

Le Président en adresse une copie par télécopieur ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au Président, par télécopieur ou tout autre moyen. En cas de vote par mandataire, une preuve du mandat est également envoyée le jour de la délibération au Président, par télécopieur ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées.

19.24 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la personne ayant pris l'initiative de la consultation communique, par tous moyens, à chaque associé un bulletin de vote en deux (2) exemplaires, qui doit préciser l'adresse postale, l'adresse électronique ou le numéro de télécopie auquel les bulletins de vote doivent être retournés. Le délai maximum imparti pour le retour des bulletins de vote à la Société est de dix (10) jours à compter de la date de leur réception par l'associé.

Chaque associé doit compléter le bulletin de vote en indiquant son vote, pour chaque résolution, dans la case correspondante. Dans le cas où aucune case ne serait cochée ou plusieurs cases cochées pour une même résolution, le vote sera réputé négatif. L'associé doit retourner un (1) exemplaire du bulletin de vote, dûment complété, daté et signé à l'adresse ou au numéro de télécopie indiqué ou, à défaut d'une telle indication, au siège social de la Société.

Si l'associé manque de répondre dans les délais prescrits, ou si aucun vote n'est enregistré pour une ou plusieurs résolutions, la ou les résolutions correspondantes sont réputées rejetées par l'associé concerné.

La décision est adoptée à la date à laquelle la Société constate que le quorum et la majorité sont atteints.

Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la date fixée pour la réception des bulletins de vote, la personne ayant pris l'initiative de la consultation prépare, date et signe le procès-verbal qui inclut les informations indiquées dans l'article 20 ci-après.

ARTICLE 20 : PROCES-VERBAUX

Les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé et signé par les associés. Ce registre est tenu au siège de la Société. Il est signé par le Président.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode de délibération, la date de la délibération, les associés présents, représentés ou absents et l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 21 : DROIT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Dans le cadre des opérations d'approbation des comptes annuels, l'inventaire des éléments d'actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise, les comptes annuels, le tableau d'affectation du résultat, éventuellement les comptes consolidés, le rapport du Président, le rapport du Commissaire aux comptes s'il en existe un, ou encore le texte des projets de résolution doivent être mis à la disposition des associés au siège social sur leur demande.

Chaque associé peut à tout moment consulter au siège social les états comptables et documents sociaux. Il peut en prendre copie.

Tout associé peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation,

TITRE 7 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS
AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 22 : EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social dure douze (12) mois. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 23 : INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président arrête l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il arrête également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement, ainsi que sur tout autre point prévu par la loi.

En présence de Commissaires aux comptes, tous les documents lui sont adressés dans les conditions légales.

Le Président devra en outre réunir les représentants du comité d'entreprise préalablement à l'approbation des comptes annuels.

ARTICLE 24 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le Président doit soumettre l'approbation des comptes à l'associé unique ou à la collectivité des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice.

Si pour des raisons légitimes, le Président ne parvenait pas à respecter ce délai de six (6) mois, ce dernier pourra être prolongé à la demande du Président et sur présentation d'une requête au président du tribunal de commerce

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut par ailleurs décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25 : PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTE

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le Commissaire aux comptes s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou par la collectivité des associés, ou à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 26 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision est prise à la majorité prévue à l'article 19.1.2. des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par l'article L. 225-248 du Code de commerce, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société Il en est de même si l'associé unique ou la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE 8 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION LIQUIDATION

ARTICLE 27 : TRANSFORMATION

La décision de transformation est prise sur le rapport d'un (ou plusieurs) Commissaire(s) à la transformation nommé(s) spécialement à cette occasion, ou sur le rapport du Commissaire aux comptes s'il en existe un, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 28 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés prise à la majorité prévue à l'article 19.1.2. des présents statuts. La dissolution de la Société peut également être prononcée dans le cas où les capitaux propres de la Société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social, décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés prise à la majorité prévue à l'article 19.1.2. des présents statuts.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit. La dissolution met fin aux fonctions du Président et des Directeurs Généraux.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés aux conditions prévues pour l'approbation des comptes annuels. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation », ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

TITRE 9 DIVERS

ARTICLE 29 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de la liquidation soit entre la Société et les associés ou un dirigeant, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.